

Mais il faut se rendre compte de ceci. Les faits ont été communiqués, j'imagine, par des Américains renseignés qui ont comparu devant des comités. Tout dernièrement, l'un d'eux a dit que, si l'Union soviétique subissait une attaque massive, des dizaines de millions de personnes qui ne se ressentiraient pas de l'explosion thermonucléaire n'auraient néanmoins aucun espoir de survivre à cause de la chute des poussières radioactives et que ces dernières tomberaient dans d'autres pays et sur d'autres continents. Il est un fait dont nous devons nous rendre compte. Si l'Amérique du Nord subit une attaque thermonucléaire massive, nous ne pourrions que décider ce jour-là dans quelle région nous évacuons nos gens. Il est sûr que tout dépendra du vent. Si le vent souffle du nord et que l'attaque soit principalement dirigée contre les États-Unis, j'imagine que nous pourrions être en sécurité au Canada. Mais si le vent souffle du sud, et à supposer que nous survivions à l'explosion thermonucléaire ou que nous l'évitons, nos citoyens en subiront des effets,—si ce témoin américain a raison,—dont les perspectives seront plus que sombres pour la plupart d'entre eux. Je reconnais que nous devons chercher à nous préparer aux éventualités. Mais je crois que les Canadiens devraient savoir clairement et sans aucun doute que, si cette guerre thermonucléaire a lieu, la possibilité de survie de la grande majorité du genre humain est très limitée et que, dans ce cas, la meilleure défense civile consiste à s'assurer qu'une telle guerre n'éclatera pas.

M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le président, je voudrais formuler quelques remarques à propos de la défense civile, surtout en ce qu'elle a trait au problème spécial qui existe à Montréal. Au préalable, je dois déclarer qu'il est regrettable que le ministre, à propos d'un problème aussi important sur le plan national que la défense civile, se soit contenté de donner à la Chambre une dose d'un sirop apaisant réchauffé, comme il l'a fait il y a quelques minutes lorsqu'il a formulé ses remarques préliminaires sur cette question.

Le danger de cette attitude du ministre et de son exposé, monsieur le président, c'est qu'il donne à la Chambre et à la population du Canada l'impression qu'il dit quelque chose de nouveau ou de différent et qu'il laisse croire que des progrès ont été réalisés. Le point principal qui ressort des remarques du ministre c'est que le Gouvernement a décidé qu'à cette époque de guerre thermonucléaire, il est devenu nécessaire d'évacuer les villes et qu'à cette fin le Gouvernement et l'organisation de la défense civile ont élaboré des plans d'évacuation à l'égard de

Montréal, de Toronto et de diverses autres villes du Canada.

Cela semble révéler des progrès, mais ce n'est ni plus ni moins que la répétition de ce que le ministre dit depuis dix-huit mois; le ministre travaille à ces plans depuis deux ans et demi. Si le ministre veut bien se reporter à la discussion qui a eu lieu à propos de ces crédits l'an dernier, à peu près à ce temps-ci, alors que j'ai traité cette question il constatera que j'ai établi une comparaison entre les discours prononcés à une réunion des maires des municipalités du Canada, par le ministre, le chef de la défense civile et par M. Val Peters, chef de l'organisation de la défense civile aux États-Unis. Ces discours démontrent qu'au Canada on était incertain et mal préparé en ce qui concerne l'évacuation, tandis qu'aux États-Unis on traçait des plans à cet égard depuis un an déjà.

Mais qu'il me soit permis d'apporter une autre preuve en ce moment. Il y a quelques minutes, nous avons entendu le ministre nous exposer des détails palpitants, à son avis du moins, d'un plan d'évacuation. J'ai ici une coupure de la *Gazette* de Montréal, en date du 14 mars 1955, c'est-à-dire il y a 16 mois. L'article est intitulé "Le Plan principal pour Ottawa comprend la circulation en sens unique pour sortir de la ville". Je vais me contenter de vous donner lecture de deux ou trois brefs extraits, afin de démontrer comment le ministre réchauffe ses remarques sur la question et nous les sert plusieurs fois de suite:

Si jamais un ennemi lançait une bombe à hydrogène contre une ville, le seul moyen de défense serait d'en être éloigné le plus possible, a déclaré la semaine dernière M. G. F. Davidson, sous-ministre canadien de la Santé nationale et du Bien-être social et spécialiste en matière de défense civile.

En tenant compte de ce fait, le fonctionnaire en chef du gouvernement fédéral, qui s'occupe du transport et des communications à l'égard de la défense civile, M. F. H. Fox, a préparé un plan d'évacuation à l'égard de Montréal...

Je rappelle qu'il y a quelques minutes le ministre a parlé d'un plan d'évacuation. Au comité, nous avons entendu parler de "l'évacuation progressive" et, de nouveau ce matin, le ministre a parlé de l'évacuation progressive comme si c'était quelque chose de neuf. Le ministre trouve des termes nouveaux pour de vieilles choses. Il ne fait pas autre chose. Il y a seize mois, on parlait d'une évacuation préliminaire de la population. Je cite de nouveau un article de journal:

Cependant, M. Fox a déclaré qu'une certaine partie de la population serait évacuée d'avance. Si la situation internationale s'aggrave et si la guerre semble imminente, on évacuera 30 p. 100 de la population, soit 331,500 personnes, de la zone de danger avant les premières alertes du réseau de radar.